Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 7, n°3 | Décembre 2016

Modalités de qualification et de gestion des
ressources naturelles (1/2)

Les SHS à l'assaut des « communs »

Rhoda Fofack et Lucie Morère

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/11508>

DOI : 10.4000/developpementdurable.11508

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Rhoda Fofack et Lucie Morère, « Les SHS à l'assaut des « communs » », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 7, n°3 | Décembre 2016, mis en ligne le 21 décembre 2016, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/11508> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.11508>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Les SHS à l'assaut des « communs »

Rhoda Fofack et Lucie Morère

- 1 En 2009, l'économiste et politologue américaine Elinor Ostrom obtient le prix d'économie de la banque de Suède en mémoire d'Alfred Nobel pour ses travaux consacrés à la gouvernance des ressources naturelles et à sa « *théorie des communs* » (Ostrom, 1990). Un concept qui semble tout à fait propice pour discuter des « Modalités de qualification et de gestion des ressources naturelles », thème du dossier thématique contenu dans le présent numéro. Par « communs », E. Ostrom désigne « *des ensembles de ressources collectivement gouvernées, au moyen d'une structure de gouvernance assurant une distribution des droits entre les partenaires participant au commun (commoneurs) et visant à l'exploitation ordonnée de la ressource, permettant sa reproduction sur le long terme* » (RIPESS Europe, 2016). Sa reconnaissance internationale de 2009, puis la traduction en français (en 2010) de son ouvrage *Governing the Commons* (1990) ont contribué à diffuser cette approche novatrice dans les recherches en sciences humaines et sociales (SHS) et à dépasser le seul champ de l'économie. Le concept des « communs » connaît en France un véritable engouement, qui se manifeste tant dans les arènes académiques que socio-économiques. Dans l'univers de la recherche, l'année 2016 a été riche en manifestations et autres événements scientifiques portant sur le sujet. Cette quantité et diversité est mise en lumière par un état des lieux exhaustif des 21 conférences, colloques, séminaires et journées d'études en lien avec les « communs » et qui se sont tenus en France cette année (voir graphiques 1 et 2). Cette analyse permet d'identifier comment les différentes sphères (disciplines et lieux) des SHS captent et s'approprient (ou non) ce concept.
- 2 Le traitement de ces données¹ met en avant les cadres dans lesquels ces manifestations se déroulent (8 sont des conférences ou colloques, 6 séminaires, 6 journées d'étude et 1 école d'été) et des effets de polarisation géographique de ces rencontres (10 événements sur 21 ont eu lieu à Paris, 2 à Lyon et Grenoble, puis 1 dans chacune des 7 autres villes universitaires concernées). L'analyse révèle aussi l'inégale représentation des disciplines ainsi qu'une diversité d'approches théoriques et conceptuelles des « communs ».

Figure 1. Champs disciplinaires représentés dans les manifestations scientifiques sur les « communs »

Figure 2. Différentes approches des « communs » dans les manifestations scientifiques

- 3 L'étude de ces manifestations scientifiques montre bien que le concept des « communs » en France est très investi dans la recherche. En 2014, O. Petit, B. Hubert et J. Theys mettaient en garde contre le risque d'une rhétorique des discours scientifiques, qui se manifeste dans l'usage intensif et « contagieux » de concepts sur-appropriés. Le danger se manifeste de manière différente pour un(e) chercheur(se) aguerri(e) que pour un(e) doctorant(e) en début de parcours. Comment en tant que jeunes chercheur(se)s qui construisons nos objets de recherches en lien avec l'exploitation et la gestion des ressources naturelles ne pas être interpellé(e)s par les « communs » ? Cette profusion est source de tentations. Faut-il se laisser porter par le courant et aligner son propre projet sur cette tendance ou au contraire ne pas l'infléchir et se préparer à justifier ou expliquer les fondements de sa « résistance » ? Il est d'autant plus utile de se poser cette question lorsque l'on délimite sa recherche, qu'il nous faut tenir compte des nouvelles temporalités imposées au doctorat² qui ne laissent plus beaucoup de place aux hésitations, explorations préliminaires et autres réaménagements de la thèse. On pourrait aussi, *a contrario*, voir dans ces nouvelles contraintes, un cadre permettant de participer pleinement à la vague déferlante des « communs » dans un laps de temps court, soit avant que la vague ne retombe et cède la place à un nouveau concept phare. Autrement dit, faute de temps pour se faire un avis critique sur le concept, le comparer avec d'autres pour choisir la voie que l'on veut suivre/exploiter, les doctorant(e)s risqueraient de s'engouffrer dans les sentiers battus

plutôt que de les critiquer et/ou d'en construire de nouveaux. En tout état de cause, toute personne s'intéressant, discutant, ou travaillant sur des ressources communes (naturelles ou artificialisées, matérielles ou immatérielles), peut se saisir ou non du concept de « communs », mais une chose est sûre, elle ne peut l'ignorer.

- 4 Les revues scientifiques ne sont pas en reste concernant l'effervescence autour des « communs » ! La revue *Développement Durable et Territoires* a publié depuis 2008 plusieurs articles sur le sujet, auquel elle a consacré deux dossiers thématique³. On y trouve également une recension d'ouvrage (Villalba, 2015) et un article indépendant de la rubrique « Points de vue » (Berthoud, 2008). Signalons pour finir qu'un appel à contributions sur la question des communs devrait prochainement être diffusé, pour une publication programmée dans la revue *Développement Durable et Territoires* en 2018 ou 2019.
- 5 Le dossier présenté dans le présent numéro porte quant à lui sur les « Modalités de qualification et de gestion des ressources naturelles ». Ce dossier coordonné par Thomas Debril, Gaël Plumecocq et Olivier Petit paraîtra en deux volets, dans le vol. 7 n° 3 et dans le vol. 8 n° 1 à venir. Bonne lecture !

BIBLIOGRAPHIE

Berthoud A., 2008, « La Terre, notre bien commun », *Développement durable et territoires*, Points de vue, <http://developpementdurable.revues.org/5693>, consulté le 07/10/2016.

Ostrom E., 1990, *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*. Political Economy of Institutions and Decisions, Cambridge University Press, 280 p.

Petit O., Hubert B. et Theys J., 2014, « Science globale et interdisciplinarité : quand contagion des concepts rime avec confusion », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 22, 2014/3, p. 187-188.

RIPESS Europe, 2016, *Les communs et l'ESS. Le colloque 2016 du RIUESS*, <http://www.ripest.eu/fr/les-communs-et-less-le-colloque-2016-du-riuess/>, consulté le 06/10/2016.

Villalba B., 2015, « Parance Béatrice, De Saint Victor Jacques (dir.), *Repenser les biens communs*, Paris, CNRS éditions, 2014, 314 pages. », *Développement durable et territoires*, <http://developpementdurable.revues.org/11004>, vol. 6, n° 2, consulté le 07/10/2016.

NOTES

1. Les sources des données représentées dans ces graphiques sont très nombreuses et essentiellement numériques (au moins une page internet par événement référencé). Elles sont le fruit d'une recherche sur un moteur de recherche internet (www.google.fr) et un site internet spécialisé dans le référencement d'événements scientifiques (<https://calenda.org>).

2. Sur la durée de la préparation du doctorat (trois ans pour tous), voir l'arrêté du 25 mai 2016 fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme.

3. Voir le Dossier 10/2008 « Biens communes et propriété » (consultable sur : <http://developpementdurable.revues.org/5143>) ainsi que le Volume 1, n° 2 de septembre 2010 « Paysage et développement durable » (consultable sur <http://developpementdurable.revues.org/8519>). On pourrait aussi mentionner, sur une thématique proche, le dossier n° 12, paru en 2009 et intitulé : « Identités, patrimoines collectifs et développement soutenable » (voir : <http://developpementdurable.revues.org/7562>).

AUTEURS

RHODA FOFACK

Rhoda Fofack est doctorante en sociologie de l'environnement à l'université Paris Nanterre et au sein de l'UMR LADYSS, elle s'intéresse aux acteurs et aux techniques d'accès aux eaux souterraines pour l'irrigation au Nord du Maroc, en analysant les configurations sociales et environnementales liées à la circulation spatio-temporelle de ces techniques, fofack.rhoda@gmail.com

LUCIE MORÈRE

Lucie Morère est doctorante en géographie en cotutelle de thèse à l'université Lille 1 et à l'université fédérale du Minas Gerais (Brésil), ses recherches portent sur la participation des acteurs locaux à des projets de développement territorial dans des espaces protégés habités français et brésiliens, lucie.morere@gmail.com